

Citation style

Behrisch, Lars: review of: Guillaume Garner, *État, économie, territoire en Allemagne. L'espace dans le caméralisme et l'économie politique, 1740-1820*, Paris: Éditions de l'EHESS, 2005, in: *Annales*, 2011, 3.1 - Économies préindustrielles, p. 866-867, DOI: 10.15463/rec.1189735941, downloaded from recensio.net

First published:

<http://www.cairn.info/revue-Annales-2011-3-page-841.htm>



**Annales**

*Histoire, Sciences Sociales*

copyright

This article may be downloaded and/or used within the private copying exemption. Any further use without permission of the rights owner shall be subject to legal licences (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

se déploient des stratégies polymorphes pour enfreindre les règles, cette pluralité d'arrangements se recomposant constamment au gré des occasions et dans les interstices des dispositifs réglementaires.

ANNE CONCHON

### **Guillaume Garner**

*État, économie, territoire en Allemagne.*

*L'espace dans le caméralisme et l'économie politique, 1740-1820*

Paris, Éditions de l'EHESS, 2005, 436 p.

Ce livre, issu d'une thèse, interroge la relation que les théories économiques du caméralisme et de l'économie politique (*Nationalökonomie*) naissante construisent entre l'économie, l'espace et l'État. Cette approche veut offrir un regard plus précis sur les différences entre ces systèmes de pensée que celui offert par l'opposition classique entre le « dirigisme » et le « laisser-faire » (p. 381).

L'auteur fait appel ici au paramètre d'espace, qui, bien que toujours central, n'est utilisé dans les ouvrages de théorie économique plus implicitement qu'explicitement, comme « clé » (p. 377) pour sonder et comprendre les transformations du discours économique au XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle en Allemagne. Divers niveaux d'interprétation de « l'espace » sont envisagés : de la dichotomie fondamentale entre l'espace économique territorial (étatique) et l'espace du marché en passant par la structuration de ces espaces jusqu'aux questions plus concrètes, essentielles pour la politique économique sur le plan agraire, de la propriété foncière et de l'exploitation du sol. Il aurait cependant été souhaitable de distinguer plus clairement et aussi de rendre visible ces différents niveaux d'interprétation dans la table des matières. Cette dernière manque en effet un peu de lisibilité et montre, par endroits, une subdivision et un échelonnement peu clairs.

Mis à part cela, le livre est d'une argumentation rigoureuse et extrêmement lisible – surtout étant donné les obstacles linguistiques et conceptuels que représentent les sources. Guillaume Garner maîtrise souverainement son matériau. Il y a recours en fonction des

différentes lignes de sa problématique, évitant ainsi de soumettre cette dernière au corpus utilisé. Peut-être en raison de cette approche systématique, l'abondance des citations n'est pas gênante ; plus encore, leur traduction précise et sans prétention, et leur insertion fluide dans le texte rendent la réception des écrits caméralistes presque plus aisée que dans le texte original. Les mots-clés utilisés par les sources sont présentés de manière concise, même si ici et là, on aurait souhaité connaître le terme originel allemand.

Le livre se divise en trois parties. La première se penche sur les conceptions (spatiales) des caméralistes, la seconde détaille leurs idées sur la façon d'organiser l'espace économique territorial (un sous-chapitre s'intéresse également à la physiocratie allemande), et la troisième analyse le concept d'espace dans l'économie politique.

Les caméralistes formulent, les premiers dans le contexte allemand, l'idée d'une croissance économique par l'augmentation de la production et de la demande. Concomitamment, ils accordent à l'économie, plus qu'à d'autres actions politiques et d'autres champs de légitimation, une place de premier choix, érodant ainsi les priorités et hiérarchies traditionnelles et concevant un système purement fonctionnel de relations entre les acteurs et les forces économiques d'un territoire. Ce système doit pourtant être tenu par un acteur central – l'État – qui ne peut certes pas créer les forces individuelles sur lesquelles l'économie doit reposer, mais bien plus, les stimuler et les coordonner. Si les effets conjugués de la régulation étatique et de l'initiative individuelle produisent prospérité et croissance, les deux, État et sujets, en seront les bénéficiaires. Le cadre de cette symbiose à la fois économique et éthique est le territoire de l'État. Les caméralistes prêtent donc une grande attention au perfectionnement de l'ordre économique et démographique de cet espace commun ; l'analyse détaillée de ce sujet dans la deuxième partie ne peut être que recommandée.

L'État territorial et l'économie sont, dans le caméralisme, pensés comme une unité. Dans le libéralisme, au contraire, l'espace étatique et l'espace économique s'écartent conceptuellement l'un de l'autre, puisque, en théorie, les

libres relations de marché transcendent les frontières politiques et les rendent obsolètes sur le plan économique. Toutefois G. Garner, en s'appuyant sur différents contextes des débats théoriques, explique que l'économie politique, dans les deux premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, se tourne de nouveau, à bien des égards, vers l'interventionnisme étatique et la limitation de la libre concurrence. Il s'agit souvent d'une réaction aux événements tels les guerres napoléoniennes et le blocus continental, la désagrégation de l'Empire – suivie d'un processus accéléré d'unification des territoires – ou encore les crises alimentaires. Cependant, ce sont aussi des indécisions conceptuelles qui finissent par estomper les frontières apparemment si claires entre les modèles individuels, fondés sur la rationalité du marché, et des modèles collectivistes et dirigistes, ainsi que les représentations de l'ordre spatial qui leur correspondaient.

Les comparaisons saillantes avec les concepts caméralistes sont traitées, en revanche, par G. Garner comme des ressemblances superficielles. Or cette opposition absolue entre caméralisme et libéralisme semble surpassée quand on observe les emprunts discursifs et les chevauchements entre les deux systèmes. Ainsi, l'émancipation conceptuelle du système économique semble, à bien des égards, préparée par les caméralistes ; et c'est vers eux que reviennent les représentants du libéralisme en renouant avec la réflexion sur les fins de l'État, ou bien en retournant aux mesures dirigistes telles que le contrôle du commerce des grains ou la régulation du marché du sol. L'auteur aurait pu complexifier le tableau esquissé si, au lieu d'insister sur une opposition dichotomique, il avait mis en relief, sur le fond général de leurs désaccords, les points d'accord entre les deux systèmes et avait ainsi rendu encore plus visibles et compréhensibles les tensions à l'intérieur des échafaudages doctrinaux libéraux. Comme chaque système conceptuel et doctrinal – et à plus forte raison le caméralisme –, la nouvelle doctrine montre également ses discordances et ses ruptures internes, qui ne sont pas dues seulement à une adaptation aux circonstances temporelles, mais aussi à l'amalgame inévitable d'*épistémè* anciennes, de nouvelles références et de nouveaux concepts.

Dans ce contexte, il aurait été souhaitable d'ailleurs de sonder les bénéfiques heuristiques des questions soulevées au-delà de la thématique concrète. Ainsi, auraient pu être repris et approfondis – ce qui n'a été qu'effleuré en introduction – les enjeux du sujet pour l'époque contemporaine. La « disparition de l'espace » au XXI<sup>e</sup> siècle, évoquée en introduction (p. 11), est sans doute pertinente pour les obstacles et les distances géographiques, mais pas tout à fait pour le concept d'espace économique étatique et pour la politique qui le vise. Comme au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'appel à l'ouverture du marché est avant tout compris comme l'ouverture du marché des autres. Si le pendule oscille à l'intérieur du spectre « territoire/espace du marché » largement en direction de ce dernier, cette tendance n'est cependant ni irréversible, ni incontestée. Il aurait été intéressant d'apporter de nouveaux éléments sur les enjeux de la « globalisation », à partir d'une analyse des incohérences et des opacités inhérentes au concept libéral d'espace dès sa naissance, tout comme des apories qui se faisaient jour du moment même qu'elles étaient transposées dans la réalité politique et sociale.

Toutefois, le livre de G. Garner est une enquête extrêmement compétente, détaillée et une analyse très convaincante, qui démontre, sans redondance rhétorique, les apports du concept « d'espace » pour une compréhension différenciée des différentes *épistémè* économiques.

LARS BEHRISCH

### Paul Cheney

*Revolutionary commerce: Globalization and the French monarchy*

Cambridge, Harvard University Press, 2010, XII-305 p.

Le problème posé par Paul Cheney peut sembler inspiré par l'air du temps mais il n'en est pas moins d'une grande pertinence. Il s'agit de comprendre les liens qui existent entre la très forte accélération des échanges internationaux au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle et les systèmes politiques en place, en particulier la monarchie française. Il mobilise à cette fin un ensemble